



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

N° 2025-21

Désignation du Pouvoir Adjudicateur qui passe le marché :

GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE
Grand Paris Nord-Est
Etablissement support sis
10 RUE DU GENERAL LECLERC – BP 104
93370 MONTFERMEIL

Représenté par sa Directrice,

Pour le compte des établissements suivants :

Groupe Hospitalier Intercommunal Le Raincy-Montfermeil

10 rue du Général Leclerc
93 370 Montfermeil

Centre Hospitalier Intercommunal Robert Ballanger

Boulevard Robert Ballanger
93 602 Aulnay Sous-Bois Cedex
Service économique

Centre Hospitalier Intercommunal André Grégoire

56, boulevard de la Boissière
93105 Montreuil Cedex
Service des achats

Objet du marché :

**CONDUITE ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS DE CHAUFFAGE-
VENTILATION-CLIMATISATION ET PRODUCTION D'EAU CHAUDE
CONTRAT P2 ET P3**

- **Date et heure limites de réception des offres :**

Le Mercredi 24 septembre 2025 à 12 heures

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
1.1 OBJET DU MARCHE	3
1.2 REFERENCE A LA NOMENCLATURE EUROPEENNE (CPV)	4
1.3 PROCEDURE DE PASSATION.....	4
1.4 FORME DU MARCHE.....	4
1.5 ALLOTISSEMENT	5
ARTICLE 2 - DISPOSITIONS GENERALES.....	5
2.1 DUREE DU MARCHE	5
2.2 FORME JURIDIQUE DE L'ATTRIBUTAIRE.....	6
2.3 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	6
2.4 VARIANTES.....	6
2.5 VISITE OBLIGATOIRE	6
ARTICLE 3 - DOSSIER DE CONSULTATION	7
ARTICLE 4 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	8
4.1 DOCUMENTS A PRODUIRE A L'APPUI DE LA CANDIDATURE	8
4.2 DOCUMENTS A PRODUIRE A L'APPUI DE L'OFFRE	9
ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	10
5.1 TRANSMISSION ELECTRONIQUE	10
5.2 TRANSMISSION SOUS SUPPORT PAPIER.....	12
ARTICLE 6 - EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	12
6.1 SELECTION DES CANDIDATURES.....	12
6.2 ATTRIBUTION DES MARCHES	12
6.3 INFORMATIONS DES CANDIDATS NON RETENUS	15
ARTICLE 7 - COMPTABLE ASSIGNATAIRE.....	15
ARTICLE 8 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	15
8.1 ADRESSES SUPPLEMENTAIRES ET POINTS DE CONTACT	15
8.2 PROCEDURES DE RECOURS	15
8.3 VOIES ET DELAIS DE RECOURS	16

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour but de confier la surveillance, l'exploitation, la conduite, le pilotage, la surveillance, les dépannages et l'entretien de ses installations.

Ces installations sont décrites dans l'annexe 3 du Cahier des Charges Particulières et Techniques (CCTP), concernent les établissements suivants et leurs bâtiments annexes :

- De production de chaleur ;
- De production de froid par eau glacée ;
- De production de froid par détente directe ;
- De livraison et de distribution de chaleur et d'eau glacées, constante et régulée ;
- De chauffage statique et dynamique, émetteurs et terminaux compris ;
- D'alimentation eau froide, de préparation, de traitement et de distribution d'eau chaude sanitaire ;
- D'alimentation, de préparation, de traitement et de distribution d'eau de balnéothérapie ;
- De surpression ;
- De traitement des eaux avant production, à la distribution, à l'appoint ;
- De disconnexion ;
- De traitement de l'air, compris en environnement maîtrisé ;
- De reprise, d'extraction de l'air ;
- De distribution d'air au soufflage, à l'extraction, à la reprise ;
- De diffusion, de reprise et d'extraction de l'air, bouches, diffuseurs, transferts ;
- De réglage et de variation de l'air ;
- De filtration de l'air en centrale, sur caisson, en trémies, sur diffuseurs et plafonds, compris les locaux à environnement maîtrisé ;
- De relevage des eaux ;
- De télésurveillance, d'historique de relevés, de télégestion (G.T.C.) et de G.M.A.O.

Groupe Hospitalier Intercommunal Le Raincy-Montfermeil

10, rue du Général Leclerc 93 370 Montfermeil

Centre Hospitalier Intercommunal Robert Ballanger

Boulevard Robert Ballanger
93 602 Aulnay Sous-Bois Cedex

Centre Hospitalier Intercommunal André Grégoire

56, boulevard de la Boissière 93105 Montreuil Cedex

Il est précisé que les prestations de maintenance s'appliquent à l'ensemble des installations décrites, même pour les équipements qui ne font pas l'objet de maintenance préventive, mais pour lesquels une maintenance corrective peut être requise.

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent un marché d'exploitation et d'entretien des installations de chauffage, ventilation, climatisation et production d'eau chaude sanitaire des différents bâtiments gérés et exploités par le Centre Hospitalier Intercommunal Le Raincy-Montfermeil, le Centre Hospitalier Intercommunal Robert Ballanger et le Centre Hospitalier Intercommunal André Grégoire.

Il s'agit d'un marché de type "prestation-forfait" (PF) comportant les prestations de conduite, de pilotage, de surveillance et d'entretien (P2), et la garantie totale de fonctionnement (P3) d'une partie des installations.

Poste P2 : Prestations d'entretien avec fournitures et de conduite des installations.

- P2.1 – Chauffage et ECS (y compris traitement d'eau)
- P2.2 – Ventilation – traitement d'air - extraction (hors désenfumage)
- P2.3 – Production de froid par eau glacée – TFP – PAC
- P2.4 – Climatisation à détente directe
- P2.5 – Traitement d'eau – Disconnecteurs – Compteurs – Surpression - Balnéothérapie
- P2.6 – Electricité – GTC

Poste P3 : Prestations de gros entretien, de renouvellement des installations et de mise en œuvre de travaux programmés d'efficacité énergétique.

- P3.1 – Chauffage et ECS (y compris traitement d'eau)
- P3.2 – Ventilation – traitement d'air - extraction (hors désenfumage)
- P3.3 – Production de froid par eau glacée – TFP – PAC
- P3.4 – Climatisation à détente directe
- P3.5 – Traitement d'eau – Disconnecteurs – Compteurs – Surpression - Balnéothérapie
- P3.6 – Electricité – GTC

La fourniture d'énergie (gaz, fuel, électricité, eau) nécessaire au fonctionnement des équipements reste à la charge du Maître d'Ouvrage.

1.2 Référence à la nomenclature européenne (CPV)

- 50720000-8 : Services de réparation et d'entretien de chauffage central
- 50700000-2 : Services de réparation et d'entretien d'installations de bâtiments
- 71314200-4 : Services de gestion de l'énergie

1.3 Procédure de passation

La consultation est passée en appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-2, R. 2124-2, R. 2161-1 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.4 Forme du marché

Le présent marché est un marché public ordinaire à prix mixte, comportant :

- Une part forfaitaire, correspondant aux prestations régulières d'exploitation, de maintenance préventive et corrective des installations thermiques (prestations de type P2 et P3).
- Une part à bons de commande, exécutée au fur et à mesure des besoins sur la base d'un bordereau des prix unitaires (BPU), pour des prestations complémentaires non incluses dans le forfait (exemple : interventions ponctuelles, remplacements d'équipements, prestations exceptionnelles).

Conformément à l'article R. 2162-4 du Code de la commande publique, la part à bons de commande est assortie d'un montant maximum pour chaque lot pour la durée totale du marché. Ce moment constitue une limite non engageante pour l'acheteur.

Lot(s)	Désignation	Montant maximum en € HT
--------	-------------	-------------------------

1	Exploitation chauffage pour le Centre Hospitalier Intercommunal Robert Ballanger	1 500 000 € HT
2	Exploitation chauffage pour le Groupe Hospitalier Intercommunal Le Raincy-Montfermeil	1 500 000 € HT
3	Exploitation chauffage pour le Centre Hospitalier Intercommunal André Grégoire	1 500 000 € HT

Ce montant maximum englobe uniquement la part unitaire.

1.5 Allotissement

Le présent marché fait l'objet de plusieurs lots :

Lot(s)	Désignation
1	Exploitation chauffage pour le Centre Hospitalier Intercommunal Robert Ballanger
2	Exploitation chauffage pour le Groupe Hospitalier Intercommunal Le Raincy-Montfermeil
3	Exploitation chauffage pour le Centre Hospitalier Intercommunal André Grégoire

La liste des bâtiments et des locaux annexes est détaillée dans les annexes du CCTP.

Le soumissionnaire a la possibilité de répondre à tous les lots.

ARTICLE 2 - Dispositions générales

2.1 Durée du marché

Le présent marché est établi pour une durée ferme de six (6) ans, à compter de la date de notification du marché.

La fermeture de certains équipements et, par conséquent, la suppression des prestations correspondantes, pourra intervenir en cours de marché, par voie d'avenant.

Il en est de même pour les travaux de rénovation, d'extension, de changement d'activité, les travaux neufs.

Compte tenu de la nécessité d'assurer la continuité du service et la passation technique, documentaire, informatif de chaque établissement, le présent marché pourra prévoir une période de présence de l'ancien prestataire avec le Titulaire.

Le présent marché est conclu pour une durée initiale de trois (3) ans à compter de sa notification.

Il pourra être reconduit une seule fois pour une durée de trois (3) années supplémentaires, par reconduction tacite, sans qu'aucune décision formelle ne soit requise.

En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur devra en informer le titulaire par notification écrite transmise au plus tard deux (2) mois avant la date anniversaire du marché.

A défaut de cette notification dans le délai imparti, le marché sera reconduit tacitement pour une nouvelle période de trois (3) ans.

La durée totale du marché ne pourra en aucun cas excéder six (6) ans.

Le titulaire ne pourra s'opposer ni à la reconduction ni à la non-reconduction du marché.

2.2 Forme juridique de l'attributaire

Aucune forme de groupement n'est imposée par l'acheteur.

L'acheteur interdit aux soumissionnaires de présenter leurs candidatures en agissant à la fois en qualité de soumissionnaires individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements et en qualité de membres de plusieurs groupements, conformément à l'article R. 2142-21 du Code de la commande publique.

L'acheteur interdit aux soumissionnaires de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de soumissionnaires individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, conformément à l'article R. 2151-7-1° du Code de la commande publique.

L'acheteur interdit aux soumissionnaires de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de membres de plusieurs groupements, conformément à l'article R. 2151-7-2° du Code de la commande publique.

En cas d'attribution de l'accord-cadre à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution de l'accord-cadre, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles en application de l'article R. 2142-24 du Code de la commande publique.

2.3 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

2.4 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.5 Visite obligatoire

Avant la remise des offres, une visite est **OBLIGATOIRE** sur chacun des sites afin de prendre en compte les contraintes d'implantation et d'environnement, ce manquement entrainera l'offre irrégulière.

Chaque société devra envoyer un email à l'adresse suivante :

Le GHI LE RAINCY MONTFERMEIL est représenté par :

Monsieur FONSECA Tito

Mail : rm.services.techniques@ght-gpne.fr

Envoyer un mail adressé à M. FONSECA

Le CHI ANDRE GREGOIRE est représenté par :

Monsieur LARTIGE Claude

Mail : ag.services.techniques@ght-gpne.fr

Envoyer un mail adressé à M. LARTIGE

Le CHI ROBERT BALLANGER est représenté par :

Monsieur BEKHTI Amar

Mail : rb.services.techniques@ght-gpne.fr

Envoyer un mail adressé à M. BEKHTI

➔ Les visites seront à effectuer à partir du 25 août 2025.

Si vous rencontrez des difficultés à contacter ces représentants, veuillez envoyer un mail à l'adresse suivante : gpne.dpmsi-marches@ght-gpne.fr

Afin de prendre rendez-vous pour organiser la visite. Vous retrouverez une attestation de visite dans le DCE qui sera à faire signer, tamponner et à remettre dans le dossier d'appel d'offres.

ARTICLE 3 - DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- L'Acte d'Engagement et ses annexes :
 - annexe A.E.1 : Liste des équipements avec détail des prix P2 et P3.
 - annexe A.E.2 : sans objet
 - annexe A.E.3 : Document libre où devra figurer :
 - les moyens techniques et en personnel mis à la disposition du MAITRE D'OUVRAGE dans le cadre du présent marché ;
 - les remplacements prévus dans le cadre du P3.
 - annexe A.E.4 : Prestations de remise en état.
- La Décomposition de prix Globale et Forfaitaire (DPGF) et le Bordereau de prix unitaire (BPU) de chaque lot.
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières et son annexe :
 - annexe C.C.A.P.1 : plans-type de rapports périodiques
- Le règlement de consultation.
- L'attestation de visite.
- Le cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes :
 - ANNEXE 1 : tableau définissant les limites de prestations
 - ANNEXE 2 : tableau définissant les gammes de maintenance dans le cadre du P2 et les équipements, matériels et installations à prendre en charge dans le cadre du P3
 - ANNEXE 3 : dossier EXCEL avec un onglet par établissement et concernant l'inventaire des équipements
 - ANNEXE 4 : Tableau des surfaces de R. BALLANGER avec liste des bâtiments
 - ANNEXE 5 : tableau des surfaces de MONTFERMEIL et Les Ormes avec liste des bâtiments
 - ANNEXE 6 : tableau des surfaces de A GREGOIRE avec liste des bâtiments
 - ANNEXE 7 : Plans de masse et liste des locaux annexes
 - ANNEXE 8 : Températures contractuelles par typologie de locaux
 - ANNEXE 9 : dossier ZIP comprenant divers plans d'installations pour les 3 établissements
 - ANNEXE 10 : Maintenance préventive et corrective de la balnéothérapie de R. BALLANGER
 - ANNEXE 11 : Délais d'intervention
 - ANNEXE 12 : Liste des filtres

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard six (6) jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 4 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

4.1 Documents à produire à l'appui de la candidature

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non
Délégation de pouvoir de signature	Non
Extrait K Bis datant de moins de 3 mois	Non
Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Non

Indication des techniciens ou des organismes techniques, qu'ils soient ou non intégrés au candidat, en particulier de ceux qui sont responsables du contrôle de la qualité et auquel le candidat pourra faire appel pour l'exécution de l'ouvrage	Non
Description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise	Non
Certifications	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat), disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Ces documents doivent être complétés dans leur intégralité.

Précisions complémentaires :

Lorsque le soumissionnaire se présente sous la forme d'un groupement, chaque membre du groupement doit fournir les pièces et documents susmentionnés (DC2 et documents annexés).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Si le groupement présente sa candidature sous la forme d'un DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

4.2 Documents à produire à l'appui de l'offre

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE)	Oui
Les bordereaux de prix unitaires	Oui
Les décompositions du prix global forfaitaire (DPGF)	Non
RIB	Non

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes	Non
Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)	Non
Mémoire technique	Non

Il est rappelé à l'ensemble des soumissionnaires qu'ils doivent obligatoirement répondre sur la base des documents fournis, ceci, sans aucune modification (bordereau de prix unitaires, décompositions du prix global et forfaitaire). Cela n'empêche pas les candidats de joindre en annexe de ces documents, dûment complétés, tout élément qu'il jugerait utile de porter à la connaissance de l'Administration.

Le mémoire technique du soumissionnaire doit intégrer :

- La présentation de l'Entreprise du titulaire, de ou des agences, services, habilités à la conduite et à l'exploitation d'installations en milieu hospitalier ;

- Une liste de clients avec un marché de type "prestation-forfait" (PF) comprenant une part P2 et une part P3 ;
- Les moyens humains affectés à la prestation, équipes au siège ou en agence, équipe dédiée à chaque établissement, personnel spécialisé pour l'exécution de certaines prestations de maintenance ou de travaux ;
- L'organisation des dépannages et de l'astreinte, moyens, encadrement, personnel, etc. ;
- L'organigramme de l'équipe de chaque établissement, curriculum vitae (CV), fonctions, formations et spécificités techniques ;
- La liste avec coordonnées des suppléants en cas d'absence d'un interlocuteur, d'un chargé d'affaires, d'un chef de site ;
- La liste des tâches et prestations sous-traitées avec présentation du sous-traitant intervenant (nom de la société, responsable, coordonnées, etc.) ;
- La liste des organismes de contrôles intervenants pour le Titulaire et leurs contrôles réglementaires réalisés ;
- Les moyens en matériels, outillage, véhicules, moyens de communications, affectés à la prestation ou aux travaux ;
- La présentation de la GMAO du titulaire et les modalités d'intégration des établissements, des matériels et des plannings (moyens, temps pour l'intégration des données, Documents présents et accessibles, etc.) ;
- La méthodologie de mise en œuvre du contrat pour chaque établissement, le temps prévu pour la mise à jour des inventaires ;
- Le système QSE (Qualité-Sécurité-Environnement) du titulaire et prévu pour chaque établissement ;
- Les actions de responsabilités Sociétales effectuées par le titulaire concernant le bien-être au travail, l'insertion, la formation, la promotion, le harcèlement, la gestion des risques et des troubles liés, le respect des droits de l'homme, la parité homme/femme, l'emploi de personnel handicapé, etc.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS
--

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

5.1 Transmission électronique

Conformément à l'article R. 2132-7 du code de la commande publique les candidats remettront leur offre **uniquement par voie dématérialisée** sur la plate-forme de dématérialisation :

<https://marches.maximilien.fr>

Le dossier, constitué des fichiers informatisés contenant les justificatifs, et la proposition technique et financière devront être préalablement traités par le candidat par un anti-virus régulièrement mis à jour. Conformément au décret du 30 avril 2002, tout fichier contenant un virus entraînera son irrecevabilité.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GTM+01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde » à l'adresse suivante :

Hôpital ANDRE GREGOIRE DE MONTREUIL
Direction du patrimoine et de la Sécurité Incendie
Cellule marchés publics
56 bd de la Boissière
93100 MONTREUIL

Par courriel à l'adresse électronique suivante :

gpne.dpmsi-marches@ght-gpne.fr

Elle pourra être ouverte en cas :

- d'offre transmise par voie dématérialisée et dans laquelle un programme informatique malveillant est détecté. La trace de la malveillance du programme sera alors conservée par l'Etablissement.
- d'offre transmise par voie dématérialisée, parvenue hors du délai de remise des offres, n'ayant pas pu être ouverte.

L'établissement procède alors à l'ouverture de la copie de sauvegarde, sous réserve que celle-ci lui soit parvenue dans les délais de dépôt des candidatures et des offres mentionnés en page de garde du présent document.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits, conformément à l'article. 11. III de l'arrêté du 28 août 2006 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Le pouvoir adjudicateur, par l'intermédiaire de son prestataire, s'engage à assurer la sécurité des transactions sur le réseau informatique, à assurer la confidentialité relative aux candidatures et offres et à assurer un horodatage certain.

Formats électroniques :

Les documents doivent être transmis dans les formats suivants :

- Doc Word
- .xls Excel
- .pdf
- .zip (pour la compression des fichiers)

Signature électronique :

Les candidatures et offres, transmis par voie électronique pourront être signés par l'opérateur économique au moyen d'un certificat de signature électronique qui permet :

- D'authentifier la signature de la personne habilitée à engager la société candidate, selon les exigences prévues aux articles 1365 à 1368 du code civil (les fichiers transmis devront être revêtus d'une signature électronique sécurisée conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique). Le candidat doit impérativement posséder des certificats de signature électronique appartenant à la famille de certificat référencé par le MINEFI (<http://www.economie.gouv.fr/daj/dematerialisation-certificats>) et au moins de niveau II.
- De donner date certaine à la réception ;
- D'obtenir un accusé réception électronique.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Depuis le 18 mai 2013, seuls les certificats de signature conformes au Référentiel Général de Sécurité (RGS) sont autorisés. Pensez à vérifier votre certificat de signature. La norme PRIS V1 n'est plus valide. En outre, il est rappelé que les signatures scannées ne sont pas admises.

En cas de problème technique ou pour tous renseignements relatifs à l'utilisation de la plateforme de dématérialisation, les candidats devront prendre contact avec le support clients.

5.2 Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

ARTICLE 6 - EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES
--

6.1 Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 20 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

6.2 Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L. 2152-1 à L. 2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Sous-critères	Pondération
1 – Valeur technique de l’offre	<p>L’organisation et les moyens humains mis en oeuvre par l’entreprise pour assurer les prestations demandées et les objectifs à atteindre. Cela devra comprendre la liste nominative des agents qui interviendront sur le site, annexés de leur qualifications – formations – expérience professionnelle – attestations de stage- leurs propres limites de responsabilités et d’intervention- les horaires et éventuellement en cas de défaillance, les agents de remplacement. L’organisation interne spécifique, la fiche de poste du responsable de site et son autonomie (ressources, support, experts, etc.)</p> <p>15 %</p>	45 %
	<p>Les moyens matériels mis en oeuvre par l’entreprise et la méthodologie pour assurer les prestations demandées. Décrire de manière précise les méthodes de maintenance (préventive, systématique ou conditionnelle, corrective), le type d’équipement utilisé en fonction des méthodes de maintenance, les outils pour garantir les prestations (délais, traçabilité, suivi, etc.), les systèmes de détection de pannes et les moyens d’astreintes (horaire et nombre d’agents) afin de garantir la réactivité. Des exemples de tableaux de bord, de planning, de rapports pourront être joints.</p> <p>15 %</p>	
	<p>Les moyens déployés pour informer l’hôpital (internet, réunions, rapports ...) ; le suivi des équipements, la gestion des événements, des réparations, l’approvisionnement, les évolutions réglementaires, la formation du personnel par rapport aux contraintes plans de formation et</p>	

	prévention, manuel qualité entreprise...), et à la structure du site et de son évolution. Les justificatifs éventuels d'engagement de qualité et sécurité. 15 %	
2 – Valeur financière de l'offre	Bordereau de prix unitaire (BPU) 10 %	50 %
	Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) 40%	
3 – Performance en matière de développement durable	Proposition d'optimisation énergétique pour l'ensemble des sites (bâtiments les plus énergivores et/ou installations vétustes) 5 %	5 %
TOTAL		100 %

Les offres seront classées par ordre décroissant. L'offre la mieux classée sera retenue après vérification que le soumissionnaire ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner conformément à l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique.

Les offres inappropriées, inacceptables ou irrégulières seront éliminées.

Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.

Conformément à l'article R. 2152-1 et suivants du code de la commande publique, les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées.

Toutefois, conformément à l'article R. 2152-2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de procéder à la régularisation des offres irrégulières de tous les soumissionnaires concernés dans un délai approprié et identique pour tous, à condition que les offres ne soient pas anormalement basses. Si le pouvoir adjudicateur ne souhaite pas les régulariser, ou si à l'issue de cette phase de régularisation, des offres demeurent irrégulières, celles-ci ne seront pas notées ni classées.

La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles des offres et ne peut pas concerner les offres jugées anormalement basses. La régularisation ne peut également concerner l'absence d'une pièce constituant l'offre du candidat.

Traitement des offres anormalement basses

Conformément à l'article R. 2152-3 à R. 2152-6 du Code de la commande publique, dans le cas où leur offre paraîtrait anormalement basse, les candidats devront être en mesure de fournir au pouvoir adjudicateur toutes les justifications sur la composition de l'offre afin de lui permettre d'apprécier si l'offre proposée est susceptible de couvrir les coûts du marché.

Le caractère anormalement bas de l'offre sera apprécié au regard de l'ensemble des éléments fournis par le candidat.

Si le candidat ne répond pas au pouvoir adjudicateur ou si les justifications produites par le candidat ne permettent pas d'écarter le caractère anormalement bas de l'offre, cette dernière est éliminée.

6.3 Informations des candidats non retenus

Les candidats non retenus sont informés du rejet de leur proposition par mail, via la plateforme de dématérialisation du GHT GPNE : Maximilien, dont l'adresse URL est la suivante :

<https://marches.maximilien.fr>

ARTICLE 7 - Comptable assignataire

Trésorerie Montfermeil

TSA 50001

93370 MONTFERMEIL

ARTICLE 8 - Renseignements complémentaires

8.1 Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire de la plateforme Maximilien, dont l'adresse URL est la suivante :

<https://marches.maximilien.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard quinze (15) jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

En cas de difficulté

Renseignements d'ordre administratif ou technique

gpne.dpmsi-marches@ght-gpne.fr

8.2 Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :
Tribunal Administratif de Montreuil
7 rue Catherine Puig
93558 MONTREUIL Cedex

Tél : 01.49.20.20.00
Fax : 01.49.20.20.99
Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

8.3 Voies et délais de recours

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA) : pendant toute la durée de la procédure de passation et jusqu'à la signature du marché ;
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA : six mois à compter de la signature du marché en cas d'absence d'avis d'attribution. Dans le cas contraire, le délai est de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution selon l'article R.551-7 du CJA ;
- Recours pour excès de pouvoir contre les actes détachables du marché prévu aux articles R.421-1 à R.421-7 du CJA : jusqu'à la conclusion du marché et en tout état de cause, dans un délai de deux mois suivant la publication / notification de la décision attaquée ;
- Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Greffe du Tribunal Administratif de Montreuil
7 rue Catherine Puig
93558 MONTREUIL Cedex

Tél : 01.49.20.20.00
Fax : 01.49.20.20.99
Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr